

Noret Yann

[y.noret@gmail.com](mailto:y.noret@gmail.com)

# Hong Kong : Phare démocratique de la Chine ou mirage d'autonomie ?

Master 1 Science Politique mention Relations Internationales

Université Jean-Moulin Lyon 3

2016 - 2017

## Sommaire

Liste des acronymes .....	
Introduction.....	1
I. Une volonté d'intégration politique continentale se heurtant à la culture politique démocratique de la RASHK .....	3
A. Une culture politique démocratique au fondement de l'identité hongkongaise.....	3
B. L'héritage de Tienanmen ou la cristallisation des aspirations démocratiques de Hong Kong .....	5
C. La tentative chinoise d'intégration politique de la RASHK par l'attractivité de son modèle économique .....	6
II. De 2003 à la Révolution des parapluies en 2014, développement d'un mouvement de résistance face à la « continentalisation » et le renforcement du contrôle politique du PCC sur la RASHK .....	8
A. Le tournant engendré dans les relations entre Pékin et Hong Kong suite aux manifestations de 2003.....	8
B. La Révolution des parapluies en réponse à la mise en danger de la haute autonomie garantie à Hong Kong.....	10
C. Vers une remise en cause progressive du régime « un pays, deux systèmes » ?.....	12
Conclusion .....	14
Bibliographie .....	17

## Liste des acronymes

ANP : Assemblée Nationale Populaire

CEPA : *Closer Economic Partnership Arrangement*

LEGCO : Conseil législatif de Hong Kong

PCC : Parti Communiste Chinois

RAS : Région administrative spéciale (désignant Hong Kong)

RASHK : Région administrative spéciale de Hong Kong

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

## Introduction

Alors que le 1<sup>er</sup> Juillet de cette année 2017 marquera les vingt ans de la rétrocession de la colonie d'Hong Kong à la Chine par la Grande Bretagne, date hautement symbolique, les avancées démocratiques promises par la Déclaration sino-britannique de 1984 et incarnée dans la Loi Fondamentale semblent être de plus en plus un lointain mirage.

Conçue par le dirigeant chinois Deng Xiaoping, la déclaration conjointe sino-britannique de 1984 met l'accent sur le maintien « *de la structure d'une économie capitaliste et d'un cadre politique libéral, pour une durée d'au moins cinquante ans* »<sup>1</sup> et incarne l'idée « un pays, deux systèmes ». Concrètement, cela signifie que devenue « région administrative spéciale », Hong Kong pourrait profiter d'un degré élevé d'autonomie, à l'exception des compétences régaliennes de politiques étrangères et de défense, pour les 50 ans après le transfert de souveraineté opéré en 1997. Conception souple, ce système ayant servi de cadre à la rétrocession de la colonie hongkongaise par les britanniques a permis la coexistence de deux philosophies radicalement opposées en rejetant à plus tard une éventuelle convergence politique tout en offrant des garanties de démocratisation à Hong Kong incarnées au travers de la Loi fondamentale. L'objectif de cette déclaration était avant tout de rassurer le peuple d'Hong Kong sur son avenir démocratique et libéral malgré sa rétrocession à un gouvernement autoritaire, d'autant plus à fortiori des violentes répressions démocratiques de 1989<sup>23</sup>, en garantissant une intervention minimale si ce n'est inexistante du gouvernement central dans les affaires de la région. Il était notamment prévu que le chef de l'exécutif ainsi que le Conseil législatif de Hong Kong soient élus au suffrage universel. En somme l'idée générale était que les Hongkongais gouverneraient Hong Kong.

Ces principes furent donc appliqués dans la Loi Fondamentale qui tient lieu de « mini-constitution » pour Hong Kong. Rédigée conformément à la Déclaration conjointe, la Loi fondamentale « *constitue [...] un gage de sécurité pour le maintien d'un degré d'autonomie*

---

<sup>1</sup> SIBY Nahan, « L'été de la révolte se prolonge à Hongkong », *Le Monde diplomatique*, n° 727, 29 octobre 2014, p. 23.

<sup>2</sup> CHEUNG Gary, « June 4, 1989 events in China still have a profound effect on Hong Kong's political scene », sur *South China Morning Post*, <http://www.scmp.com/news/hong-kong/article/1519713/june-4-1989-events-china-still-have-profound-effect-hong-kongs>, mis en ligne le 26 mai 2014, consulté le 27 avril 2017.

<sup>3</sup> CHENG Joseph Y. S., « Les événements de Tiananmen et le mouvement pour la démocratie à Hong Kong », *Perspectives chinoises*, vol. 107, n° 2, 2009, p. 105.

*élevé, le respect des droits de l'homme et l'existence d'un État de droit à Hong Kong* »<sup>4</sup> tout en planifiant un développement démocratique sur le long terme. Pour autant, au sortir du statut colonial, Hong Kong était perçu comme une région où seule l'économie comptait. Or, si l'aspect économique représente certes un trait fondamental du territoire, c'est avant tout par sa culture politique démocratique qu'Hong Kong s'identifie et se définit. Aujourd'hui cependant, l'avenir démocratique de la RASHK est confronté à l'interventionnisme croissant d'un gouvernement central autoritaire toujours plus intrusif malgré les garanties d'autonomie assurées à la région. Considéré comme l'avant-poste de la démocratie en Chine, Hong Kong bénéficie en effet de libertés démocratiques, d'une presse libre, d'une justice indépendante et d'un attachement au droit de l'homme inégalé sur le reste du territoire chinois. C'est pourtant cette dimension progressiste qui cristallise de nos jours les conflits entre la RAS et le PCC autour de la revendication d'Hong Kong à la différence culturelle et politique<sup>5</sup>. Face à la menace d'un pouvoir central qui asphyxie graduellement les ambitions démocratiques de l'îlot s'élève alors un nationalisme qui se manifeste par la multiplication de mouvements de contestation et de résistance. Cet élan d'opposition au gouvernement de Pékin a dernièrement connu son paroxysme avec la Révolution des parapluies subvenue en 2014. L'évènement marque sans aucun doute une fracture sans précédent entre la société Hongkongaise et le pouvoir central<sup>6</sup>. Si l'épreuve de force s'est nouée autour de la question du suffrage universel, le véritable enjeu n'en est pas moins celui du maintien de l'autonomie d'Hong Kong vis-à-vis du PCC. En raison des divers revers infligés aux aspirations démocratiques de la RASHK, il semblerait dès lors que ce soit le principe même « un pays, deux systèmes » qui soit aujourd'hui remis en question.

Dans ce contexte il est intéressant de se demander dans quelle mesure la culture politique d'Hong Kong est-elle responsable de l'essor d'une contestation de la vision que se fait le PCC du régime « un pays, deux systèmes » ? A quel point les différentes manifestations qu'a connu la RASHK ces dernières années témoignent-elles d'une cristallisation de cette divergence d'interprétation et quelles en sont les conséquences concrètes ?

Il apparaît tout d'abord que la culture politique d'Hong Kong distincte de celle des continentaux chinois, nourrit les aspirations démocratiques de la région en contradiction avec la volonté d'intégration politique de Pékin. Ces revendications à la différence se trouvent

---

<sup>4</sup> DAVIS Michael C., « Dix ans d'efforts pour former une démocratie à Hong Kong », *Perspectives chinoises*, vol. 99, no 2, 2007, p. 28.

<sup>5</sup> BEJA Alice, « Position. N'oublions pas Hong Kong ! », *Esprit*, Octobre, n° 10, 9 octobre 2014, p. 15.

<sup>6</sup> CABESTAN Jean-Pierre, « Hong Kong : comprendre la «révolution des parapluies» », *Le Figaro*, 10 octobre 2014.

incarnées dans les différents mouvements de contestation de 2003 à la révolution des parapluies face à la « continentalisation » et le contrôle politique de la RASHK par le gouvernement central.

## I. Une volonté d'intégration politique continentale se heurtant à la culture politique démocratique de la RASHK

Puisant les sources de son identité politique dans son passé colonial, la culture démocratique de la RASHK contraste avec celle du continent. Si le gouvernement central a garanti à la région une large autonomie, en vertu de la Loi Fondamentale, il n'en comptait pas moins sur une intégration politique progressive du territoire au modèle chinois<sup>7</sup>, ramenant alors Hong Kong dans le giron de Pékin. Mais force est de constater que la société hongkongaise s'avère plus attachée à sa différence que ne l'envisageait le PCC. Face à cette soif de démocratie, il semblerait alors que le gouvernement de Beijing mise désormais sur un interventionnisme économique comme vecteur d'intégration politique.

### A. Une culture politique démocratique au fondement de l'identité hongkongaise

Ce sont dans les années 70' qu'émerge progressivement une identité Hongkongaise sous l'impulsion d'un fort développement économique entraînant mécaniquement une élévation du niveau de vie contrastant avec le reste du continent. Le développement de cette identité est allée de pair avec l'apparition d'une culture politique originale attachée à la défense des droits fondamentaux qui n'a cessé de se renforcer dans les années suivantes, notamment au travers de la Loi fondamentale et de la participation de forces vives de la colonie à sa rédaction. Ainsi, « *tout en considérant la Chine comme un « Autre » culturel durant la phase de modernisation de Hong Kong, les Hongkongais ont pu s'identifier ethniquement et racialement à une nation chinoise abstraite* »<sup>8</sup> sous l'essor d'un mouvement pan-chinois construit sur un *ethos* culturel commun. Dans la période suivant la rétrocession, Hongkong n'eut donc aucun mal à cumuler ces deux identités (culture hongkongaise et ethnie chinoise) dans le contexte de

---

<sup>7</sup> LOUZON Victor, « Hong Kong, Taiwan et l'irréductibilité chinoise : le principe « un pays, deux systèmes » en échec ? », sur *Noria Research*, <http://www.noria-research.com/hong-kong-taiwan-et-lirredentisme-chinois-le-principe-un-pays-deux-systemes-en-echec/>, mis en ligne le 28 avril 2015, consulté le 25 avril 2017.

<sup>8</sup> KIT Chan Chi, « La Chine en tant qu'« Autre » : Les Hongkongais face à leur identité nationale, entre résistance et ambivalence », C. Richou (trad.), *Perspectives chinoises*, 2014/1, 15 mars 2014, p. 29.

renationalisation de la région sous un haut degré d'autonomie. Forte d'une culture politique spécifique, la région d'Hong Kong contraste avec le reste du continent par sa société civile vivace et ses manifestations considérées comme outil légitime et naturel d'expression des opinions. Chaque fois que ce mode de fonctionnement s'est trouvé menacé, que les libertés de la RAS ont été perçues comme entravées ou menacées, les habitants de l'îlot sont descendus dans les rues pour manifester. Au-delà, c'est globalement l'aspiration à une démocratie complète, en témoigne les bons scores généralement réalisés par les partis démocrates aux élections législatives<sup>9</sup> et l'importance accordée à une participation politique active qui font que cette culture politique est aujourd'hui indissociable de l'identité Hongkongaise<sup>10</sup>.

Mais au fur et à mesure des attentes réciproques qui ne furent jamais comblées, ces deux identités sont entrées en conflit et ont ravivé l'antagonisme entre identité locale et nationale. La volonté de la Chine de redéfinir l'identité Hongkongaise en s'appuyant sur les opportunités de modernisation offerte par l'essor économique du continent et l'héritage culturel pan-chinois s'est alors heurtée à la culture politique démocratique caractérisant la RAS<sup>11</sup>. Si la Chine a semblé respecter ses engagements concernant l'autonomie de la RAS, la vie politique d'Hong Kong se caractérise ces quinze dernières années par un bras de fer entre la société pro-démocratique Hongkongaise et un PCC cherchant à toujours plus étendre son influence.

Pour Jean – Philippe Béja, « *le fait que Pékin joue un rôle important dans les décisions qui concernent l'évolution du territoire a provoqué le renforcement de certaines spécificités de la culture politique de Hong Kong. Le Gouvernement central s'étant constamment opposé à l'instauration du suffrage universel pour les élections politiques, les ressortissants de la Région administrative spéciale ont recouru abondamment aux manifestations pour exprimer leurs revendications* »<sup>12</sup>. En conséquence, ces mouvements sociaux et politiques d'opposition entraînent une redéfinition de l'identité d'Hong Kong qui s'exprime au travers d'une polarisation des tensions autour de ces conflits. Ils révèlent par ailleurs la montée en puissance

---

<sup>9</sup> CHEUNG Gary, « June 4, 1989 events in China still have a profound effect on Hong Kong's political scene », sur *South China Morning Post*, <http://www.scmp.com/news/hong-kong/article/1519713/june-4-1989-events-china-still-have-profound-effect-hong-kongs>, mis en ligne le 26 mai 2014, consulté le 27 Avril 2017.

<sup>10</sup> BEJA Jean-Philippe, « L'avènement d'une culture politique démocratique ? », *Perspectives chinoises*, vol. 99, n° 2, 2007, p. 11.

<sup>11</sup> KIT Chan Chi, « La Chine en tant qu'« Autre » : Les Hongkongais face à leur identité nationale, entre résistance et ambivalence », C. Richou (trad.), *Perspectives chinoises*, 2014/1, 15 mars 2014, p. 30.

<sup>12</sup> BEJA J-P, art. cit., p. 12.

d'un sentiment anti-Chine<sup>13</sup> au sein de la population de la RAS qui à terme pourrait venir remettre en question le principe « un pays, deux systèmes ».

Imprégnée d'une culture démocratie issue des valeurs occidentales, la spécificité de l'identité politique d'Hong Kong s'incarne au travers de la Loi Fondamentale assurant l'approfondissement de la démocratisation de l'îlot et le respect de son autonomie. Cette identité a particulièrement trouvé à s'exprimer lors des événements de Tienanmen qui expliquent aujourd'hui les « violentes » réactions de la société Hongkongaise face aux intrusions du pouvoir central.

## B. L'héritage de Tienanmen ou la cristallisation des aspirations démocratiques de Hong Kong

A bien des égards, les événements de Tienanmen ont façonné et cristallisé la culture politique démocratique d'Hong Kong. En effet, le 4 Juin 1989 d'ailleurs commémoré encore chaque année à Hong Kong constitue une date clé dans le développement de son élan démocratique. Ces événements seraient même « *l'un des facteurs ayant permis à la Région administrative spéciale de conserver sa spécificité malgré un environnement hostile manifesté par le refus de Pékin de faire évoluer le système vers la démocratie en dépit des promesses contenues dans [...] la loi fondamentale* <sup>14</sup> ». La condamnation du mouvement de répression de 1989 illustre en outre le rôle primordial que considère occuper Hong Kong dans la démocratisation de la Chine passant avant tout par la conservation sur l'îlot d'une culture politique démocratique.

Ainsi l'évènement est devenu au fil des années une date capitale dans le processus d'affirmation « *de la communauté politique de Hong Kong, communauté qui conteste certaines décisions du Parti communiste chinois et revendique un système politique spécifique (« deux systèmes ») tout en réaffirmant son attachement à la Chine (« un pays »)* »<sup>15</sup>. Pour sa part, le PCC ne reconnaît pas les événements de Tienanmen qui font encore peser le spectre de la

---

<sup>13</sup> MA Ngok, « The Rise of “Anti-China” Sentiments in Hong Kong and the 2012 Legislative Council Elections », *China Review*, vol. 15, n° 1, 2015, p. 57.

<sup>14</sup> BEJA Jean-Philippe, « L'avènement d'une culture politique démocratique ? », *Perspectives chinoises*, vol. 99, n° 2, 2007, p. 6.

<sup>15</sup> BEJA Jean-Philippe, « Hong Kong 1997-2014 : consolidation d'une identité politique », *Critique* 2014/8 (n° 807 - 808), p. 644.



rébellion démocratique sur le gouvernement autoritaire et rend en partie compte des lignes politiques dures que le PCC adopte face à tout mouvement contestataire.

Si les circonstances du 4 Juin 1989 ont ébranlé la confiance d'Hong Kong dans le projet Chinois matérialisé sous la forme du régime « un pays, deux systèmes » prévu pour la rétrocession de 1997, force est de constater que le gouvernement de Pékin avait jusqu'en 2003 relativement respecté l'autonomie de la RAS. Néanmoins confronté à la persistance des aspirations démocratiques de la région faisant craindre au pouvoir central une éventuelle contagion démocratique du continent le PCC semble s'appuyer sur l'essor économique de la Chine pour augmenter son influence sur Hong Kong.

### C. La tentative chinoise d'intégration politique de la RASHK par l'attractivité de son modèle économique

Aujourd'hui, le rapport de force économique entre Hong Kong et la Chine s'est inversé. Si jusqu'au début des années 2000 Hong Kong faisait figure de moteur économique du pays (18% du PIB en 1997)<sup>16</sup>, les centres de gravité économiques se sont déplacés du côté de Shanghai ou Shenzhen et la Chine a connu une croissance économique spectaculaire. Il semblerait dès lors qu'Hong Kong soit maintenant plus dépendant que jamais au soutien économique du continent. De fait, la Chine continentale joue désormais sur l'attractivité de son modèle économique pour « bafouer l'Etat de droit »<sup>17</sup> selon Courmont et Lincot.

Signé en Juin 2003 entre Pékin et Hong Kong, le CEPA, ou Accord de rapprochement économique entre la Chine et Hong Kong, en est une illustration parfaite. L'accord commercial bilatéral prévoit l'élimination des barrières douanières et non douanières par la mise en place d'un visa de visite individuelle tout en autorisant les entreprises hongkongaises à s'installer sur le continent avec les mêmes droits que leurs homologues chinoises<sup>18</sup>. Cet accord intervenait peu après l'épidémie du SRAS ayant frappé la RASHK et plongée son économie en récession. Si globalement le traité a considérablement renforcé la coopération économique transfrontalière entre les deux partenaires mais également creusé les écarts de richesses entre les habitants

---

<sup>16</sup> YUEN Samson, « Dans l'ombre de la Chine Approche comparative des politiques de Pékin à Hong Kong et Taiwan », C. Richou (trad.), *Perspectives chinoises*, 2014/2, 15 juin 2014, p. 78.

<sup>17</sup> COURMONT Barthélemy, LINCOT Emmanuel, « Après le mouvement des parapluies », *Monde chinois*, n° 41, 27 avril 2015, p. 22.

<sup>18</sup> CABRILLAC Bruno, « Un accord commercial bilatéral entre Hong Kong et la Chine : le CEPA », *Perspectives chinoises*, n° 83, 1<sup>er</sup> juin 2004, p.43.

d'Hong Kong, il est important de noter comme le souligne Samson Yuen qu'il a surtout « *rendu l'économie de la Région administrative spéciale plus dépendante de la Chine* »<sup>19</sup> ce qui à terme se fait ressentir sur l'aspect politique. Il semblerait en effet qu'aujourd'hui l'avenir démocratique d'Hong Kong soit en parti défini par les réalités économiques de la RAS. En allouant aides et accords économiques à Hong Kong, le gouvernement central continuerait à renforcer sa main mise et étendre son influence sur la politique de l'îlot par l'intermédiaire du corps électoral. Effectivement, le comité électoral est essentiellement constitué d'hommes d'affaires dont les activités reposent sur le marché chinois et qui ont donc assurément tout intérêt à entretenir de bonne relation avec le PCC. Le comité semble donc globalement pencher en la faveur de Pékin ce qui a un impact direct sur le choix du chef de l'exécutif hongkongais. Il apparaîtrait dès lors que l'intégration économique soit au service de l'intégration politique de la RAS.

Néanmoins les récents évènements et manifestations ayant traversé la société Hongkongaise ces dernières années montrent que cette intégration par le haut se heurte à de plus en plus de résistances. En effet, l'assistance économique du continent et la facilitation de l'accès des touristes chinois à la RAS sont devenus peu à peu des problèmes politiques sensibles à mesure que la société civile de la RAS devenait sceptique des bénéfices de cette intégration économique. Face à l'afflux de touristes chinois, la société s'est inquiétée des possibles conséquences sur l'accès aux ressources publiques ou à l'impact que cela pourrait avoir sur leur mode de vie. Ont alors émergé de nombreux conflits exacerbant un sentiment anti-chine continentale<sup>20</sup>.

L'écart grandissant entre les interprétations du régime « un pays, deux systèmes », conditionné par la culture politique démocratique d'Hong Kong qui contraste avec celle du reste du continent, se reflète dans les nombreuses manifestations dénonçant l'ingérence d'un pouvoir central qui tente par tous les moyens de freiner les ambitions démocratiques de la RASHK.

---

<sup>19</sup> YUEN Samson, « Dans l'ombre de la Chine Approche comparative des politiques de Pékin à Hong Kong et Taiwan », C. Richou (trad.), *Perspectives chinoises*, 2014/2, 15 juin 2014, p. 75.

<sup>20</sup> MA Ngok, « The Rise of "Anti-China" Sentiments in Hong Kong and the 2012 Legislative Council Elections », *China Review*, vol. 15, n° 1, 2015, p. 43.

## II. De 2003 à la Révolution des parapluies en 2014, développement d'un mouvement de résistance face à la « continentalisation » et le renforcement du contrôle politique du PCC sur la RASHK

Le processus de démocratisation initié en 1984 devait se poursuivre sous le régime « un pays, deux systèmes » mis en place par la Loi Fondamentale. Il apparaît néanmoins que l'évolution de la démocratisation du territoire soit mise en péril si ce n'est compromise aux yeux de la société hongkongaise, comme en témoigne la multiplication ces dernières années de revendication sur la mise en place d'un véritable suffrage universel. Depuis les événements sans précédent de 2014, le futur même du principe « un pays, deux système » s'avère incertain<sup>21</sup>.

### A. Le tournant engendré dans les relations entre Pékin et Hong Kong suite aux manifestations de 2003

*« En 2003, le gouvernement central a insisté auprès du chef de l'exécutif Tung Chee-hwa pour qu'il fasse adopter par le Conseil législatif l'article 23 de la Loi fondamentale, sanctionnant les activités subversives. Face à cet article, un véritable mouvement d'opposition s'est formé. Cette manifestation représente un véritable tournant dans les relations entre Hong Kong et la Chine »*<sup>22</sup>. Héritage politique direct des événements de Tiananmen en 1989 que les autorités chinoises ne souhaitaient évidemment pas voir se reproduire, la législation disposait que *« la Région administrative spéciale de Hong Kong promulguera elle-même les lois visant à prohiber tout acte de trahison, de sécession, de sédition et de subversion contre le gouvernement populaire central ou le vol de secrets d'État, à interdire aux organisations ou groupements politiques étrangers de se livrer à des activités politiques dans la région, et à interdire aux organisations ou groupements politiques de la Région d'établir des liens avec des organisations ou groupements politiques étrangers »*<sup>23</sup>. Cette proposition législative déclencha pour la première fois une manifestation d'ampleur sur le territoire avec plus de 500 000

---

<sup>21</sup> YUEN Samson, « Hong Kong et l'après-Occupy Central Un avenir incertain pour le principe « un pays, deux systèmes » », R. Warnault (trad.), *Perspectives chinoises*, 2015/1, 15 mars 2015, p. 54.

<sup>22</sup> BEJA Jean-Philippe, « Hong Kong 1997-2014 : consolidation d'une identité politique », *Critique*, n° 807-808, 4 septembre 2014, p. 650.

<sup>23</sup> BEJA J-P, art. cit., p. 647.

personnes qui descendirent dans les rues afin de protester contre cette atteinte à la démocratie. En effet, cette loi que le gouvernement de Pékin visait à transposer dans la RASHK était régulièrement utilisée sur le continent pour condamner les opposants au régime.

Confronté à l'étendue de la manifestation, le gouvernement de Pékin fut contraint d'abandonner la mesure. Outre la protestation contre cette loi anti-sédition, le mouvement visait également à l'accélération de l'approfondissement de la démocratisation d'Hong Kong. Si les interventions de Pékin avaient été jusqu'ici relativement limitées et discrètes, l'ampleur du mouvement a incité le pouvoir politique continental à durcir sa ligne politique et multiplié les ingérences vis-à-vis des affaires politiques d'Hong Kong par l'intermédiaire de « *l'aile gauchiste* » de l'establishment de la RAS »<sup>24</sup> (la mission officielle de Pékin à Hong Kong, les partis pro pékin, les médias affiliés à Pékin et des membres de la ANP). L'on peut également mentionner le Bureau central de liaison en première ligne. Cela c'est concrètement traduit dès l'année suivante. En 2004, « *le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, l'une des représentations de la Chine continentale à Hongkong, déclare renoncer au suffrage universel pour l'élection du chef de l'exécutif en 2007* »<sup>25</sup> ainsi que celle de 2008 (il en ira de même en 2010 pour les élections de 2012)<sup>26</sup>. Conformément à cette décision, le chef de l'exécutif continuerait à être désigné par le collège électoral actuel dont néanmoins la taille fut élargie sous la poussée des revendications démocratiques. Toutefois cela ne représenta en aucun cas une véritable avancée démocratique pour Hong Kong et traduit au contraire une reprise en main de la vie politique de l'îlot par Pékin.

Les aspirations démocratiques de la RAS reçurent alors un coup sévère de la part de Pékin qui donnèrent lieu à un fort rassemblement à l'occasion de l'anniversaire de la rétrocession le 1<sup>er</sup> juillet avec plus de 100 000 envahissant les rues pour manifester contre le refus de Pékin d'accorder le suffrage universel.

Un nouveau grand tournant dans l'histoire de la résistance d'Hong Kong aux ingérences du pouvoir central intervint en 2010 face à la tentative du gouvernement de Pékin d'imposer « l'éducation patriotique » dans les écoles de la RAS. Perçue comme une tentative de « lavage

---

<sup>24</sup> LAM Willy Wo-Lap, « La politique de Pékin à Hong Kong et les perspectives de démocratisation dans la Région administrative spéciale », *Perspectives chinoises*, vol. 99, n° 2, 2007, p. 36.

<sup>25</sup> SIBY Nahan, « L'été de la révolte se prolonge à Hongkong », *Le Monde diplomatique*, n° 727, 29 octobre 2014, p. 23.

<sup>26</sup> KAN Karita, « Occupy Central et la réforme constitutionnelle à Hong Kong », M. Gheorghiu (trad.), *Perspectives chinoises*, 2013/3, 15 septembre 2013, p. 82.

de cerveau » pour endiguer l'émergence d'une idée identitaire locale à Hong Kong<sup>27</sup> la mobilisation de nombreux étudiants aboutie en 2012 à l'abandon par le gouvernement de C.Y. Leung du programme lénifiant d'éducation patriotique. Outre l'illustration de la tradition de résistance de la RAS à la volonté d'intégration politique de Pékin, ce mouvement met notamment en exergue l'implication des nouvelles générations dans la vie politique de la région.

En outre, en 2009 dans un document intitulé « Méthodes pour sélectionner le chef de l'exécutif et former le Conseil législatif de 2012 », le gouvernement de la RASHK, sous influence du gouvernement central, renvoyait de nouveau une hypothétique élection du chef de l'exécutif au suffrage universel direct au plus tôt à 2017 et celle du Legco à 2020. Autant dire que la rupture entre Hong Kong et Pékin venait d'être officiellement consommée. Alors quand le gouvernement de Pékin annonça une réforme prévoyant que l'élection du chef de l'exécutif hongkongais en 2017 se ferait au suffrage universel direct mais que les candidats au poste seraient sélectionnés par un comité notoirement acquis à Pékin, un mouvement sans précédent s'éleva pour protéger l'autonomie de la RASHK.

#### B. La Révolution des parapluies en réponse à la mise en danger de la haute autonomie garantie à Hong Kong

En 2014 le mouvement des parapluies s'est constitué autour d'un débat la réforme annoncée par le Conseil d'Etat chinois prévoyant que les candidats au poste de chef de l'exécutif pour les élections de 2017 « *seront élus par un vote populaire au lieu d'être sélectionnés par un comité électoral. Mais ils devront auparavant être approuvés par un comité de nomination afin de s'assurer que le candidat élu ne s'oppose pas au gouvernement central et qu'il ou elle "aime le pays et aime Hong Kong"* »<sup>28</sup>. L'article 45 donne également le pouvoir à Pékin de nommer officiellement le chef de l'Exécutif ainsi désigné, un pouvoir revendiqué par Pékin comme substantiel, c'est-à-dire impliquant la possibilité de rejeter des candidats jugés inacceptables.

Né de la frustration face au refus du gouvernement de Pékin à approfondir la démocratisation de Hong Kong et de l'inertie d'un clan démocrate désuni ne parvenant pas à négocier les conditions de la démocratisation, le mouvement se caractérise par une

---

<sup>27</sup> FRENCH Howard, « Is it too late to save Hong Kong from Beijing's authoritarian grasp? », *The Guardian*, 21 mars 2017 (en ligne : <https://www.theguardian.com/world/2017/mar/21/hong-kong-china-authoritarian-democracy-one-country-two-systems>, consulté le 20 avril 2017).

<sup>28</sup> YUEN Samson, « Hong Kong et l'après-Occupy Central Un avenir incertain pour le principe « un pays, deux systèmes » », R. Warnault (trad.), *Perspectives chinoises*, 2015/1, 15 mars 2015, p. 53.

désobéissance civile pacifiste dans le but de paralyser *Central*, le cœur financier de l'île. Vaste opération de désobéissance civile contestant une réforme politique antidémocratique proposée par le PCC, le mouvement des parapluies a mobilisés plusieurs centaines de milliers de militants démocrates. Portée par des militants pro-démocrates, la manifestation pris « *de l'ampleur à un moment où le débat se cristallise autour de l'interprétation de l'article 45 de la Loi fondamentale* »<sup>29</sup> du gouvernement pékinois alors que le mouvement vise clairement à faire élire en 2017 le chef de l'exécutif par suffrage universel direct<sup>30</sup>.

C'est donc essentiellement autour de l'article 45 que se sont formées les controverses quant à l'interventionnisme de Pékin dans les affaires d'Hong Kong. Les démocrates Hongkongais interprétaient cet article à la lumière du fait que le comité de nomination devrait lui-même suivre des procédures démocratiques strictes. Or celui-ci est nommé par le comité électoral, composé de 1200 membres, dont le profil offre une large représentation à Pékin comme nous avons pu le voir précédemment. De fait, le comité de nomination penche largement en la faveur du gouvernement central. De plus, ce filtrage des candidats est d'autant plus renforcé que le potentiel futur chef de l'exécutif doit « *être une personne qui aime le pays et Hongkong (...). C'est une exigence de base de la politique du "un pays, deux systèmes"* »<sup>31</sup>, ainsi, aucun opposant au régime ne pourra décentement être sélectionné ce qui permet à la Chine de neutraliser toute menace d'une contagion démocratique au continent et de subversion du régime socialiste.

C'est contre cette tentative de tour de passe-passe de la part de Pékin pour contrôler le destin politique de la RASHK que la révolution des parapluies s'est mobilisée. Si l'épreuve de force s'est jouée dans le cadre des élections de 2017, elle s'inscrit autour d'un enjeu plus global : celui de la poursuite du processus de démocratisation sous le régime « un pays, deux systèmes ». En effet, la révolution des parapluies n'est pas un événement isolé comme nous avons pu le voir au travers des manifestations précédentes. Au contraire, elle relève d'un processus de résistance aux ingérences du gouvernement de Pékin dans les affaires de la RASHK et s'inscrit dans la continuité des frustrations liées à l'absence de progrès de la démocratisation d'Hong Kong<sup>32</sup>. C'est donc dans la poursuite d'un combat pour la

---

<sup>29</sup> SIBY Nahan, « L'été de la révolte se prolonge à Hongkong », *Le Monde diplomatique*, n° 727, 29 octobre 2014, p. 23.

<sup>30</sup> « OCLP : Manifesto », sur *Occupy Central With Love and Peace*, [http://oclp.hk/index.php?route=occupy/eng\\_detail&eng\\_id=9](http://oclp.hk/index.php?route=occupy/eng_detail&eng_id=9), sans date, consulté le 25 avril 2017.

<sup>31</sup> SIBY N., art. cit., p. 23.

<sup>32</sup> COURMONT Barthélemy, LINCOT Emmanuel, « Après le mouvement des parapluies », *Monde chinois*, n° 41, 27 avril 2015, p. 25.

démocratisation mené aujourd'hui depuis deux décennies que se concrétise la révolution des parapluies.

La réaction du pouvoir pékinois ne s'est pas fait attendre. Le PCC a tenté de saper la révolte en déclarant les manifestations comme illégales et dont l'objectif était de faire pression sur le gouvernement central en paralysant le centre économique de la ville. Les médias pro Pékin continentaux ont quant à eux continué à accabler le mouvement en dressant une comparaison avec les révolutions de couleur et la révolution de Jasmin entamée en Tunisie deux ans plus tôt<sup>33</sup>.

Bien que la révolution des parapluies se soit nouée autour de la question du suffrage universel, le véritable enjeu qui se cache derrière ce mouvement de protestation n'en est pas moins celui du maintien de l'autonomie de la RASHK vis-à-vis du pouvoir central.

#### C. Vers une remise en cause progressive du régime « un pays, deux systèmes » ?

« La question clé est aujourd'hui de savoir si le mouvement provoquera une emprise plus forte de Pékin sur le territoire semi-autonome et s'il sera plus difficile pour Hong Kong de parvenir à un plus haut degré de démocratie »<sup>34</sup>. La pratique semble faire pencher la balance du côté de la première option. Effectivement, un contrôle accru de la Chine serait en adéquation avec ses récentes prises de position illustrées dans le Livre blanc de 2014 définissant le degré d'autonomie de la ville comme « le pouvoir de gérer les affaires locales dans le cadre autorisé par le pouvoir central »<sup>35</sup>. La menace principale que représente la mise en place d'un véritable suffrage universel à Hong Kong hors de l'emprise de Pékin est pour le PCC une contagion démocratique qui s'étendrait sur le continent au regard de l'influence de la ville sur l'autre côté de la rive. Yuen Samson écrit d'ailleurs à ce propos qu'« une démocratie pleine et entière où les Hongkongais pourraient élire librement leur dirigeant et leurs représentants saperait la souveraineté de Pékin sur la région et menacerait le pouvoir du Parti communiste »<sup>36</sup>.

Pour la Chine, la révolution des parapluies présente l'intérêt servir de « laboratoire » au futurs défis auxquels elle risque d'être confrontée, les aspirations démocratiques en tête, si le

---

<sup>33</sup> KIT Chan Chi, « La Chine en tant qu'« Autre » : Les Hongkongais face à leur identité nationale, entre résistance et ambivalence », C. Richou (trad.), *Perspectives chinoises*, 2014/1, 15 mars 2014, p. 32.

<sup>34</sup> YUEN Samson, « Hong Kong et l'après-Occupy Central Un avenir incertain pour le principe « un pays, deux systèmes » », R. Warnault (trad.), *Perspectives chinoises*, 2015/1, 15 mars 2015, p. 56.

<sup>35</sup> YUEN S., art. Cit., p. 56

<sup>36</sup> Ibid., p. 57.

gouvernement autoritaire n'engage pas des réformes pour répondre aux mutations de la société (écart grandissant entre les plus riches et les plus pauvres, économie stagnante, risques environnementaux, corruption, absence d'Etat de droit...). Comme le souligne Lincot, « *le « rêve chinois » est ainsi également celui d'une société plus engagée sur les questions sociales et politiques, désireuse d'accélérer une plus grande transparence, d'engager un processus de démocratisation et de faire appliquer l'état de droit* »<sup>37</sup>. De plus, il est intéressant de noter que la révolution des parapluies intervient dans un contexte de purges des fidèles de l'ancien président Jiang Zemin traduisant des luttes de pouvoir internes susceptibles d'affaiblir le contrôle du régime sur la périphérie. Il est donc incontestable que la révolte aura des conséquences sur la Chine continentale, demeure à savoir dans quelle proportion.

En revanche, si le mouvement s'est concrètement soldé par l'échec de la mise en place d'un suffrage universel direct pour les élections à venir, et malgré le rejet en 2015 par le Parlement d'Hong Kong de la réforme proposée par Pékin<sup>38</sup>, il est important de constater que l'occupation des rues a transformé de façon significative la politique Hongkongaise comme le relève Samson Yuen<sup>39</sup>. Non seulement l'élan démocratique a été relancé par l'implication d'une jeune génération plus active sur le plan politique, mais de nouveaux répertoires d'action pour manifester ont également été élaborés dans l'optique de l'instauration d'un véritable suffrage universel et d'une plus grande autonomie du territoire. De même, et en dépit de la censure sévère que connaissent les médias chinois, l'on peut supposer que le mouvement des parapluies pourrait offrir un modèle et des idées stratégiques pour les militants démocrates continentaux. On peut d'ailleurs à ce titre relever l'influence croissante de la société civile hongkongaise sur l'autre rive et globalement sur l'évolution de la société chinoise. Il semblerait que la culture politique de la RAS essaime en quelque sorte sur le continent<sup>40</sup>. Cela se traduit notamment par la formation de syndicats au Guangdong et la multiplication de manifestations dans la même région. Ce phénomène reste toutefois assez marginal pour le moment, n'ayant connu son essor qu'avec les récents événements de 2014.

Au-delà, la révolution des parapluies a impulsé un mouvement de protestation auto-organisé avec une direction décentralisée et de bas en haut comme en témoigne aujourd'hui le

---

<sup>37</sup> COURMONT Barthélemy, LINCOT Emmanuel, « Après le mouvement des parapluies », *Monde chinois* 2015/1 (N°41), p. 21.

<sup>38</sup> CHANGY Florence, « A Hongkong, la réforme électorale mise en échec », *Le Monde.fr*, 18 juin 2015 (en ligne : [http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2015/06/18/a-hongkong-la-reforme-electorale-mise-en-echec\\_4656720\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2015/06/18/a-hongkong-la-reforme-electorale-mise-en-echec_4656720_3216.html)), consulté le 17 avril 2017.

<sup>39</sup> YUEN Samson, « Hong Kong et l'après-Occupy Central Un avenir incertain pour le principe « un pays, deux systèmes » », R. Warnault (trad.), *Perspectives chinoises*, 2015/1, 15 mars 2015, p. 58.

<sup>40</sup> BEJA Jean Philippe, « Hong Kong 1997-2014 : consolidation d'une identité politique », *Critique* 2014/8 (n° 807 - 808), p. 643.



rôle fondamental occupé par la société civile dans l'essor du localisme<sup>41</sup>. Il reste néanmoins nécessaire de souligner la fragmentation dont est victime aujourd'hui le mouvement démocratique d'Hong Kong, comme en témoigne la scission en 2016 de la fédération des étudiants d'Hong Kong avec l'Alliance d'Hong Kong qu'elle avait cofondé en 1989<sup>42</sup> suite aux violentes répressions démocratiques de la part du gouvernement chinois.

Loin de favoriser un front uni face au gouvernement central, cet événement illustre cependant le fossé grandissant entre les jeunes générations et les militants pro-démocraties traditionnels, fossé exacerbé par les événements de 2014. Les divergences se concentrent aujourd'hui essentiellement autour de la culture politique d'Hong Kong. Les partis politiques pan-démocratiques considèrent qu'il est du devoir de Hong Kong d'ouvrir le chemin de la démocratie pour le reste de la Chine continentale alors que le nouveau mouvement issu de la scission, le localisme, soutient que Hong Kong étant une « *entité politique séparée, il faut se concentrer sur les problèmes locaux et l'avenir de Hong Kong en prenant ses distances avec le mouvement démocratique en Chine* »<sup>43</sup>.

## Conclusion

A première vue Hong Kong dispose de toutes les caractéristiques d'une démocratie moderne. Dans un système pluraliste les démocrates ont toujours réalisé de bons scores, la presse chinoise et hongkongaise publiée dans la région ne ménage pas le PCC, le territoire enregistre pas loin de 1000 manifestations par an depuis 1997 et la société civile est florissante. En somme, tous les critères démocratiques semblent être remplis. Néanmoins, une observation plus attentive nous amène à relativiser ce constat. Tout d'abord ces dernières années mettent en évidence une certaine érosion de la liberté de la presse, comme le souligne Joseph Man Chan et Francis Lee « *divers hommes d'affaires pro-chinois, aux profils et intérêts commerciaux similaires ont peu à peu racheté les médias hongkongais* »<sup>44</sup>, accentuant alors une certaine tendance à l'autocensure. De même, les attaques à l'encontre de journaux ne cachant pas leurs opinions se sont multipliées. Ensuite, les promesses d'approfondissement de la démocratie

---

<sup>41</sup> KWONG Ying-ho, « L'essor du « localisme » à Hong Kong : Une nouvelle voie pour le mouvement démocratique ? », J. Pernin (trad.), *Perspectives chinoises*, 2016/3, 15 septembre 2016, p. 66

<sup>42</sup> LAM Jeffie, « Why Hong Kong's student leaders are abandoning June 4 vigil », *South China Morning Post*, 3 juin 2016 (en ligne : <http://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/1963599/why-hong-kongs-student-leaders-are-abandoning-june-4-vigil>), consulté le 17 avril 2017.

<sup>43</sup> Kwong Y-H, art. Cit., p. 69.

<sup>44</sup> CHAN Joseph M., LEE Francis L. F., « Les médias et la politique à Hong Kong Dix ans après la rétrocession », *Perspectives chinoises*, 2007/2, 15 juillet 2007, pp. 54.

contenues dans la loi fondamentale sont loin d'avoir été tenues malgré les nombreuses manifestations et revendications face au report constant d'une élection du chef exécutif hongkongais au suffrage universel direct. Pire encore, le comité permanent de l'assemblée nationale populaire, qui dispose de l'autorité constitutionnelle, est intervenu à plusieurs occasions pour freiner le développement démocratique de la RASHK. Il demeure néanmoins rassurant de constater que ces interventions se sont à chaque fois heurtées à de forts mouvements de résistance, notamment en 2003 à l'occasion de la tentative d'imposer l'article 23 de la Loi Fondamentale sur la subversion, et encore plus en 2014 avec la révolution des parapluies.

Loin d'être anodins, ces conflits soulignent qu'il existe entre Pékin et Hong Kong une véritable divergence d'interprétation du régime « un pays, deux systèmes ». En effet, et comme le souligne à juste titre Lincot et Courmont, « *Pékin n'a pas encore assimilé que pour la société civile [Hongkongaise], la croissance économique est une chose, la démocratie et l'Etat de droit en sont une autre* »<sup>45</sup>. Alors que le gouvernement central se concentre sur la dimension économique, associant alors le libéralisme économique et commerciale de Hong Kong à l'autonomie, la RAS rappelle de son côté que son histoire est riche d'une culture politique démocratique importée de l'occident par la colonisation britannique et qui a trouvé à s'exprimer dans la vague de soutien au mouvement pro-démocratique chinois de 1989. En ce sens, l'économie n'est que l'un des aspects du principe « un pays, deux régimes » censé garantir les aspirations démocratiques de la région.

D'après Simon Shen Xu Hui, et dans une perspective réaliste, les hongkongais voient donc dans le régime « un pays, deux systèmes », une haute autonomie dans les affaires de la RASHK, d'ailleurs à l'origine garantie par le gouvernement de Beijing, se manifestant par une large indépendance vis-à-vis du pouvoir central. Or, et comme le démontre les diverses mesures économiques dispensées par Pékin, le PCC a plutôt tendance à concevoir l'autonomie dans une acception économique avant tout, postulant une intégration politique progressive de la RAS par l'attraction du modèle chinois et étouffant au passage ses aspirations démocratiques. Dans ce sens, les objectifs du double régime seraient alors efficacement atteints. Cependant, face à la vivacité du rêve hongkongais et avec l'arrivée au pouvoir de Xin Jiping au pouvoir en 2013, les affaires d'Hong Kong sont désormais considérées comme relevant de la sécurité nationale de

---

<sup>45</sup> COURMONT Barthélemy, LINCOT Emmanuel, « Après le mouvement des parapluies », *Monde chinois*, n° 41, 27 avril 2015, p. 22.

la Chine<sup>46</sup>. Cette intrusion du pouvoir centrale dans l'autonomie de la RASHK fait écho aux événements de Tiananmen qui avaient vu le peuple hongkongais manifester son soutien au mouvement pro-démocrate chinois et avait alors été en retour qualifiée de bastion abritant les puissances subversives occidentales. De plus, les différentes manifestations qu'a connu Hongkong ces dernières années ont régulièrement été comparées aux révolutions de couleurs ayant agité les cendres de l'URSS. Il est alors compréhensible, du point de vue du gouvernement central, que le PCC se soit immiscé dans les affaires d'Hong Kong face à l'éventualité d'un scénario rappelant les tendances centrifuges qui ont fait éclater l'union soviétique.

Si l'automne démocratique qu'a connu Pékin en 2014 a des accents de révolutions de couleur inachevées, il n'en marque pas moins un tournant pour la RAS. Confronté à la brutale réalité que l'îlot dispose en réalité d'une autonomie de façade concédée par un pouvoir central qui conserve un contrôle monopolistique sur le système politique, comme en témoigne la récente élection en Mars de Carrie Lam la candidate pro-Beijing<sup>4748</sup>, des mouvements alternatifs et plus radicaux, portés par une nouvelle génération à l'engagement politique actif, commencent à voir le jour. En somme, il semblerait que la fracture induite par la révolution des parapluies ait ouvert la voie à une aggravation des conflits sociaux et politiques et rendent difficile une réconciliation des visions divergentes du principe « un pays, deux systèmes ». Cela procurerait alors au gouvernement de Pékin une justification toute trouvée pour adopter une ligne politique plus dure et exercer un contrôle plus étroit sur la RASHK, venant encore freiner les perspectives démocratiques d'Hong Kong. Il apparaît alors que « *la RAS est aujourd'hui toujours aussi éloignée de la démocratie qu'en 1997* »<sup>49</sup>.

---

<sup>46</sup> YUEN Samson, « Hong Kong et l'après-Occupy Central Un avenir incertain pour le principe « un pays, deux systèmes » », R. Warnault (trad.), *Perspectives chinoises*, 2015/1, 15 mars 2015, p. 57-58.

<sup>47</sup> HAAS Benjamin, « Hong Kong faces “selection not election” of China’s favoured candidate », *The Guardian*, 24 mars 2017 (en ligne : <https://www.theguardian.com/world/2017/mar/24/hong-kong-selection-not-election-china-favoured-candidate>), consulté le 29 avril 2017.

<sup>48</sup> HAAS Benjamin, « Hong Kong elections: Carrie Lam voted leader amid claims of China meddling », *The Guardian*, 26 mars 2017 (en ligne : <https://www.theguardian.com/world/2017/mar/26/hong-kong-chooses-new-leader-amid-accusations-of-china-meddling>), consulté le 29 avril 2017.

<sup>49</sup> BEJA Jean-Philippe, CHENG Joseph, HUCHET Jean-François, « Hong Kong, dix ans après la rétrocession Un chemin long et sinueux », *Perspectives chinoises*, vol. 99, no 2, 2007, p. 3.

## Bibliographie

### Articles de revue

BEJA Alice, « Position. N'oublions pas Hong Kong ! », *Esprit*, Octobre, n° 10, 9 octobre 2014, p. 15-17.

BEJA Jean-Philippe, « Hong Kong 1997-2014 : consolidation d'une identité politique », *Critique*, n° 807-808, 4 septembre 2014, p. 640-654.

BEJA Jean-Philippe, « L'avènement d'une culture politique démocratique ? », *Perspectives chinoises*, vol. 99, n° 2, 2007, p. 4-12.

BEJA Jean-Philippe, CHENG Joseph, HUCHET Jean-François, « Hong Kong, dix ans après la rétrocession : Un chemin long et sinueux », *Perspectives chinoises*, vol. 99, no 2, 2007, p. 2-3.

CABRILLAC Bruno, « Un accord commercial bilatéral entre Hong Kong et la Chine : le CEPA », *Perspectives chinoises*, n° 83, 1<sup>er</sup> juin 2004, p.43-51.

CHAN Joseph M., LEE Francis L. F., « Les médias et la politique à Hong Kong Dix ans après la rétrocession », *Perspectives chinoises*, 2007/2, 15 juillet 2007, pp. 53-61.

CHENG Joseph Y. S., « Les événements de Tiananmen et le mouvement pour la démocratie à Hong Kong », *Perspectives chinoises*, vol. 107, n° 2, 2009, p. 99-109.

COURMONT Barthélemy, LINCOT Emmanuel, « Après le mouvement des parapluies », *Monde chinois*, n° 41, 27 avril 2015, p. 20-30.

DAVIS Michael C., « Dix ans d'efforts pour former une démocratie à Hong Kong », *Perspectives chinoises*, vol. 99, no 2, 2007, p. 28-33.

KAN Karita, « Occupy Central et la réforme constitutionnelle à Hong Kong », M. Gheorghiu (trad.), *Perspectives chinoises*, 2013/3, 15 septembre 2013, p. 79-85.

KIT Chan Chi, « La Chine en tant qu'« Autre » : Les Hongkongais face à leur identité nationale, entre résistance et ambivalence », C. Richou (trad.), *Perspectives chinoises*, 2014/1, 15 mars 2014, p. 29-38.

KWONG Ying-ho, « L'essor du « localisme » à Hong Kong : Une nouvelle voie pour le mouvement démocratique ? », J. Pernin (trad.), *Perspectives chinoises*, 2016/3, 15 septembre 2016, p. 65-71.

LAM Willy Wo-Lap, « La politique de Pékin à Hong Kong et les perspectives de démocratisation dans la Région administrative spéciale », *Perspectives chinoises*, vol. 99, n° 2, 2007, p. 34-40.

MA Ngok, « The Rise of “Anti-China” Sentiments in Hong Kong and the 2012 Legislative Council Elections », *China Review*, vol. 15, n° 1, 2015, p. 39-66.

SIBY Nahan, « L’été de la révolte se prolonge à Hongkong », *Le Monde diplomatique*, n° 727, 29 octobre 2014, p. 23-23.

YUEN Samson, « Hong Kong et l’après-Occupy Central Un avenir incertain pour le principe « un pays, deux systèmes » », R. Warnault (trad.), *Perspectives chinoises*, 2015/1, 15 mars 2015, p. 53-58.

YUEN Samson, « Dans l’ombre de la Chine Approche comparative des politiques de Pékin à Hong Kong et Taiwan », C. Richou (trad.), *Perspectives chinoises*, 2014/2, 15 juin 2014, p. 75-83.

### Sitographie

CHANGY Florence, « A Hongkong, la réforme électorale mise en échec », *Le Monde.fr*, 18 juin 2015 (en ligne : [http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2015/06/18/a-hongkong-la-reforme-electorale-mise-en-echec\\_4656720\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2015/06/18/a-hongkong-la-reforme-electorale-mise-en-echec_4656720_3216.html)), consulté le 17 avril 2017.

CHEUNG Gary, « June 4, 1989 events in China still have a profound effect on Hong Kong’s political scene », sur *South China Morning Post*, <http://www.scmp.com/news/hong-kong/article/1519713/june-4-1989-events-china-still-have-profound-effect-hong-kongs>, mis en ligne le 26 mai 2014, consulté le 27 avril 2017.

FRENCH Howard, « Is it too late to save Hong Kong from Beijing’s authoritarian grasp? », *The Guardian*, 21 mars 2017 (en ligne : <https://www.theguardian.com/world/2017/mar/21/hong-kong-china-authoritarian-democracy-one-country-two-systems>), consulté le 20 avril 2017).

HAAS Benjamin, « Hong Kong elections: Carrie Lam voted leader amid claims of China meddling », *The Guardian*, 26 mars 2017 (en ligne : <https://www.theguardian.com/world/2017/mar/26/hong-kong-chooses-new-leader-amid-accusations-of-china-meddling>), consulté le 29 avril 2017.

HAAS Benjamin, « Hong Kong faces “selection not election” of China’s favoured candidate », *The Guardian*, 24 mars 2017 (en ligne : <https://www.theguardian.com/world/2017/mar/24/hong-kong-selection-not-election-china-favoured-candidate>), consulté le 29 avril 2017.

CABESTAN Jean-Pierre, « Hong Kong : comprendre la «révolution des parapluies» », *Le Figaro*, 10 octobre 2014.

LAM Jeffie, « Why Hong Kong’s student leaders are abandoning June 4 vigil », *South China Morning Post*, 3 juin 2016 (en ligne : <http://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/1963599/why-hong-kongs-student-leaders-are-abandoning-june-4-vigil>), consulté le 17 avril 2017.

LOUZON Victor, « Hong Kong, Taiwan et l’irrégentisme chinois : le principe « un pays, deux systèmes » en échec ? », *Noria Research*, 28 avril 2015 (en ligne : <http://www.noria-research.com/hong-kong-taiwan-et-lirredentisme-chinois-le-principe-un-pays-deux-systemes-en-echec/>), consulté le 5 mai 2017.

« OCLP : Manifesto », sur *Occupy Central With Love and Peace*, [http://oclp.hk/index.php?route=occupy/eng\\_detail&eng\\_id=9](http://oclp.hk/index.php?route=occupy/eng_detail&eng_id=9), sans date, consulté le 25 Avril 2017.